

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	- (2022)
Heft:	1
Artikel:	Une société privée russe à l'aide d'Etat faillis : l'exemple de la Centrafrique et du Mali
Autor:	Bless, Jean-Baptiste
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-1035332

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



International

Une société privée russe à l'aide d'Etat faillis – L'exemple de la Centrafrique et du Mali

Maj Jean-Baptiste Bless

Observateur militaire

Introduction : La France et la Russie en Afrique

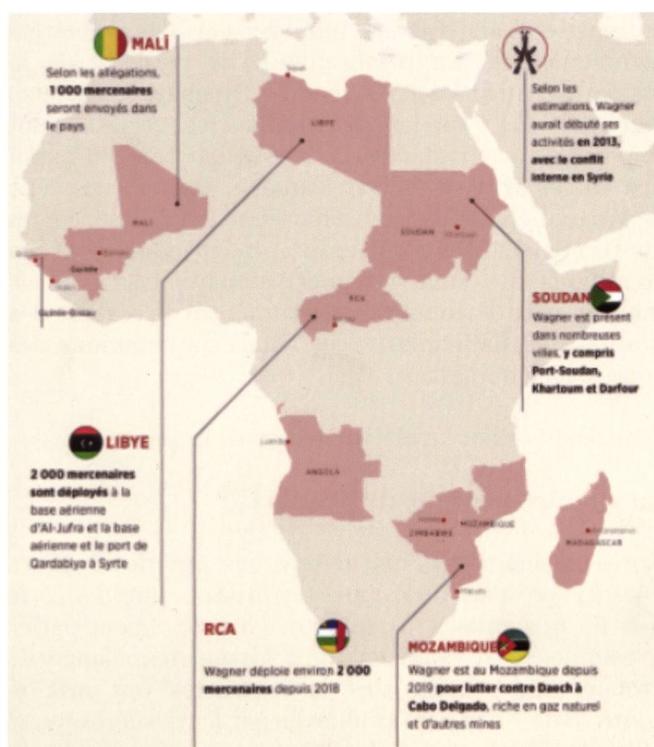
L'histoire de la rivalité entre la France et la Russie en Afrique ne date pas d'hier, puisque dès les années 50, l'URSS se pose en soutien aux indépendances contre les pays coloniaux, puis en modèle politique alternatif. Moscou soutient également les nouveaux états aux Nations unies et élargit ainsi massivement sa sphère d'influence. Plusieurs présidents de l'époque s'inspirent des formes étatiques russes, avec un pouvoir central tout-puissant, un parti unique, une armée et une police considérées comme les piliers d'un exécutif répressif. C'est notamment le cas du Mali et de son Président Modibo Keita. Cette influence tombe durant les années 1990, marquées par l'implosion de l'URSS et le

discours de Mitterrand à La Baule. L'idéal démocratique occidental, adoubé par les organisations multilatérales du continent, redevient la norme, et conditionne dorénavant l'aide au développement et la coopération de pays du Nord. Les lignes qui suivent tendent à montrer que dans le domaine militaire, comme dans d'autres, les pays d'Afrique cherchent à présent à s'émanciper de l'influence française pour la deuxième fois. Et c'est la Russie qui revient sur le devant de la scène, selon les voeux du Président Poutine, exprimés lors du sommet Russie-Afrique de Sotchi en 2019.

Première partie : La Centrafrique, laboratoire de Wagner en Afrique subsaharienne

La fin de l'opération SANGARIS : Le nouveau gouvernement à l'épreuve du feu

Le 13 mai 2016, le ministre français de la défense Jean-Yves Le Drian, en déplacement officiel dans la capitale centrafricaine Bangui, annonçait la fin de l'opération Sangaris. Lors de l'allocution annonçant la fin de l'intervention française de 2000 hommes environ, Jean-Yves Le Drian se félicitait d'avoir atteint les trois buts consistant à « mettre fin au chaos, accompagner la montée en puissance des forces internationales, et permettre la tenue d'élections démocratiques ». La mission de maintien de la paix des Nations Unies (MINUSCA), créée en avril 2014, ne put cependant malgré « l'accompagnement » de la France, empêcher le retour des violences qui éclatent à Kaga Bandoro le 12 octobre 2016, soit deux semaines avant le terme officiel de Sangaris. Cette dégradation sécuritaire allait se poursuivre et mettre à l'épreuve le nouveau président élu, Faustin Touadéra, avec plusieurs massacres de civils et plusieurs épisodes de combat lors des redéploiements des différents groupes armés. Un peu plus d'un an après le retrait français, un rapport de novembre 2017 de la banque africaine de développement estimait ainsi que « l'Etat centrafricain ne contrôle aujourd'hui



qu'une très faible partie de son territoire, et les groupes armés se sont divisés en d'innombrables factions rebelles incontrôlées, multipliant les activités criminelles ».

Le partenaire russe : Diplomatie, instructeurs et logistique ?

C'est dans ce contexte qu'en août 2018, les médias internationaux couvrent la mort mystérieuse, à moins de 200 kilomètres de Bangui, de trois journalistes enquêtant sur les entreprises de sécurité russes. Ces journalistes avaient décidé de se rendre sur le terrain suite à des mouvements de camions blindés observés près de la frontière soudanaise en mai. Si l'opinion internationale semble découvrir à ce moment la présence d'agents russes dans le pays, la Russie s'implique pourtant activement et ouvertement dans le pays au moins depuis décembre 2017. A ce moment, le Kremlin avait en effet déjà obtenu du conseil de sécurité une exception à l'embargo sur les armes visant la République centrafricaine. La porte-parole du gouvernement russe admet d'ailleurs dans le même mois d'août 2018 suivant la mort violente des journalistes que « 175 instructeurs » russes forment les forces armées centrafricaines. Cette coopération militaire est d'ailleurs formalisée le 21 août par un accord entre les deux pays, ouvrant la voie à une augmentation du nombre d'experts russes. Au-delà de ces instructeurs formant les forces armées, le président Touadéra s'entoure également lui-même de conseillers à la sécurité russes, notamment Valery Zakharov, un ancien cadre des services de renseignement russes. Ce dernier fonde par ailleurs plusieurs entreprises actives dans le domaine des ressources extractives en Centrafrique (Lobaye Invest, par exemple), créditant ainsi la thèse d'un engagement intéressé des différents acteurs russes. Le nombre exact de ces agents fera dès lors l'objet de nombreuses spéculations auprès des acteurs internationaux actifs en Centrafrique. Des rumeurs circulent sur la nature exacte du travail de ces hommes, mais il ne s'agit toujours que de « conseillers » ou « d'instructeurs » selon les versions officielles.

L'élection présidentielle de 2020 : les Russes sauvent la mise

Alors que la Centrafrique s'approche de l'échéance électorale parlementaire et présidentielle du 27 décembre 2020, la cour suprême annule le 3 décembre la candidature de l'ancien président François Bozizé, qui souhaitait se présenter contre Faustin Touadéra. François Bozizé crée le 17 décembre une organisation fédérant plusieurs groupes armés (dont le fameux groupe « 3R », qui exploite plusieurs mines illégales le long de la frontière camerounaise), la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC). Cette coalition entreprend dès lors une offensive visant à étrangler Bangui et pousser les habitants à la révolte contre Faustin Touadéra. Dans ce but, s'appuyant sur les zones où une partie de la population soutient les groupes composant la CPC, cette dernière s'attaque à la principale route approvisionnant Bangui. Presque tout ce qui est importé à Bangui transite en effet à travers le Cameroun sur une seule

artère véritablement carrossable. Le 9 janvier, la CPC s'empare de la ville de Bouar malgré les contingents de la MINUSCA et une démonstration de force de l'armée de l'air française, non loin de la frontière Camerounaise. Des milliers de Camions s'accumulent du côté camerounais de la frontière. Dans la capitale centrafricaine, les prix des denrées de base explosent. Bangui étouffe sous le blocus. La CPC exploite son avantage et étend ses gains territoriaux tout en poussant vers Bangui. Le 12 janvier, les postes de contrôles de la capitale sont attaqués sur deux fronts. Si la MINUSCA déploie des troupes face à l'avancée de la CPC (et déplore la perte d'un casque bleu), la situation se retourne contre les assaillants à la faveur du gouvernement grâce à l'intervention de soldats russes (qui déplacent deux hélicoptères lors de la bataille du 12 janvier) et rwandais. Le 9 février, le gouvernement centrafricain annonce que ses soldats et ses « alliés » ont repris la ville de Bouar. D'autres villes stratégiques, souvent situées proches de gisements de matières premières, reviennent ainsi dans le giron du gouvernement central grâce à ses « alliés » durant le reste de l'année. En septembre 2021, des humanitaires déployés dans l'intérieur des terres reconnaissaient volontiers une nette amélioration sécuritaire depuis l'arrivée des Russes.

Violations des normes internationales et appropriation des ressources

Ce bilan militaire si favorable au gouvernement de Faustin Touadéra s'accompagne toutefois de nombreuses accusations de violation du droit international humanitaire par les agents russes ainsi que d'exactions contre la population. Ces controverses s'ajoutent aux soupçons toujours plus étayés d'appropriation des ressources extractives par des individus ou des sociétés liées à la Russie. Un cadre du groupe Wagner admettait d'ailleurs volontiers au journal Libération lors dans un entretien publié le 12 mars 2018 que son entreprise était d'abord motivée par des « intérêts commerciaux ». En octobre 2021, le ministre de la justice centrafricain Arnaud Djoubaye Abalene, reconnaît que « sur les incidents avérés, certains sont imputables aux instructeurs russes qui sont en appui des Forces armées centrafricaines ». L'entrée en scène de Wagner en Afrique subsaharienne permet donc à un gouvernement fragile de perdurer indépendamment des conditions des soutiens internationaux traditionnels mais au prix de compromis certains sur le respect des normes internationales et les règles d'attribution des concessions minières.

Deuxième partie : Le Mali ou le pari de la guerre

La victoire tactique de SERVAL

Après plusieurs rebellions touarègues, puis des attaques dues à la présence de groupes terroristes venus d'Algérie à la fin des années 90, la guerre à proprement parler a commencé au Mali en 2012 lorsqu'un mélange de groupes indépendantistes et islamistes ont pris le contrôle du Nord pays. Enhardis par leurs succès, cette alliance hétéroclite va alors tenter une descente sur la

capitale, Bamako. C'est le moment que le Président de la Transition Dioncounda Traoré va choisir pour appeler son homologue français au secours ; c'est aussi le lancement de l'opération Serval¹, sous la direction du Général Barrera². Ce dernier relate dans son ouvrage la reprise du pays en deux temps : 1. Une opération aérienne d'urgence pour arrêter la colonne de pick-up et 2. L'opération terrestre qui va reprendre le pays par deux axes, via Tombouctou à l'Ouest et via Gao à l'Est. On se souvient des mots de François Hollande, parachuté sur Tombouctou pour se faire photographier au milieu des soldats français : « Je viens sans doute de vivre la journée la plus importante de ma vie politique ». L'opération a effectivement été un succès retentissant, les groupes armés fuyant pratiquement sans combattre devant la progression des véhicules français. C'est au cœur du désert, près de la ville de Kidal, plus au Nord, que les Français devront franchir le massif de l'Adrar des Ifoghas pour y déloger les irréductibles, aidés – à l'époque déjà – par un contingent de soldats tchadiens. La première bataille était gagnée, mais, hélas, la guerre continuait, comme l'annonça le Président Hollande : « Le terrorisme a été repoussé, il a été chassé, mais il n'a pas encore été vaincu ». La présence armée française va alors se commuer en une opération permanente et régionale, nommée Barkhane, avec un Etat-major à Ndjamena, capitale du Tchad. La mission est claire : la lutte anti-terroriste à cheval sur le Mali, puis le Niger et le Burkina Faso.

Les défis stratégiques de Barkhane

Depuis 2014, l'opération Barkhane accumule les succès tactiques. Grâce à ses troupes au sol appuyées par des drones Reaper américains et français, mais aussi ses Mirages 2000, Barkhane traque, identifie, et élimine les groupes qualifiés de « terroristes », à commencer par leurs chefs. Cette chasse a eu pour effet de systématiquement désorganiser les groupes, de retarder leur prise d'influence, mais également de disséminer la menace vers l'Est, le Sud, puis l'Ouest. Fuyant les frappes, des groupuscules sans chef ont été précher et piller toujours plus loin, jusqu'à atteindre le Nord des pays côtiers que sont la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Bénin. Cette grande tendance régionale a ensuite été confirmée entre 2019 et 2020 par la direction du GSIM (Groupement pour la sauvegarde de l'Islam et des musulmans) pour en faire une stratégie affichée. Le contrôle des axes d'approvisionnement vers le Golfe de Guinée pourrait être un des objectifs non avoués. Si la barrière ethnico-religieuse devrait à terme mettre un frein à la progression vers le Sud, il n'en reste pas moins que cet Etat de fait constitue une remise en cause de l'efficacité à terme de Barkhane, contrainte de reculer ses lignes et de transformer son intervention, malgré huit ans de combat et 52 morts.

Les colonels appellent au secours

Suite à deux putsch successifs (août 2020 et mars 2021), un gouvernement de militaires a repris les rênes du pouvoir. Et moins de 10 ans après l'intervention de Serval, c'est vers un autre partenaire que se tourne le Mali : l'allié russe. Dans un pays encore fortement marqué par l'animisme et le maraboutage, force est de constater que la solution comme les causes du mal-être malien continue d'être recherchées à l'extérieur du pays. La France, acclamée en 2013, est devenue en 2021 le bouc-émissaire responsable de tous les maux, et le Premier ministre malien n'a pas hésité à provoquer l'ancienne puissance coloniale à la tribune de l'ONU, engendrant un incident diplomatique. Ironie du sort, c'est cette fois un gouvernement en uniforme qui fait appel à des soldats étrangers, sans crainte d'afficher le peu de foi qu'ils ont en leur propre armée. Aucun accord n'a officiellement été passé, mais des pourparlers ont eu lieu entre le gouvernement et les mercenaires russes de Wagner. L'armée malienne est pourtant soutenue et formée depuis des années par différents accords d'équipement et de formation, notamment européens. Malgré ces efforts occidentaux, les Forces armées maliennes peinent toujours à afficher un bilan qui dépasse les pertes chroniques, victimes notamment d'EEI³, mais aussi d'embuscades sur les convois et d'attaques sur les bases.

Reste à savoir si le sujet a été sérieusement envisagé ou si l'émoi créé par cette éventualité devait simplement servir de moyen de pression sur d'autres partenaires, la France par exemple. En tous les cas, se poserait la question du financement du groupe russe, les informations disponibles mentionnant un montant de 9 millions d'euros par mois et l'exploitation de certaines mines. Se pose également la question de la mission : Wagner viendra-t-elle :

- occuper le Nord et, dans ce cas, reprendre l'exploitation des champs d'orpailage, ce qui expliquerait l'agitation des Touarègues représentés par la CMA ;
- chasser les groupes djihadistes du Centre, ce qui paraît le plus urgent, si Bamako ne veut totalement perdre la main sur la moitié du pays ;
- renforcer les Forces de défense et de sécurité, comme d'autres s'y sont essayés avant ;
- ou sécuriser le pouvoir, mis sous pression par ladite communauté internationale, la CEDEAO⁴ et l'Union africaine, pour organiser des élections au plus vite ?

Une nouvelle asymétrie dans la guerre

En tous les cas, il paraît clair que Wagner ne viendra pas remplacer Barkhane, même si l'armement qu'amèneront avec eux les mercenaires fournira des précisions sur leur mandat. Pour reprendre l'exemple de la Centrafrique, la milice semble plutôt spécialisée dans la contrôle de zones, la professionnalisation des douanes, et la consolidation du pouvoir, que la lutte anti-terroriste à grande échelle. Barkhane garderait ainsi le contrôle des airs et la

¹ Le Serval est un félin de la savane qui ressemble à un grand chat tacheté.

² Général Barrera, Opération Serval. Notes de guerre, Mali 2013, Seuil.

³ Engins explosifs improvisés

⁴ Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

vision régionale, tandis que les Russes occuperaient des portions de terrain jugées stratégiques par le pouvoir. Ces engagements parallèles nécessiteraient une coordination entre les différents acteurs qui paraît a priori compromise au vu de la compétition qui oppose les forces en présence. Beaucoup de spéculations, donc, dans l'attente d'une issue. Pour l'instant, c'est la guerre des mots via tribunes interposées entre la France et le Mali, tandis que la Russie attend son heure... et agit en sous-main. Le gouvernement russe, même s'il nie tout lien avec la société, mène depuis des années une guerre médiatique contre la France, en particulier via les réseaux sociaux et la distribution de drapeaux russes lors de manifestations anti-françaises. Les récentes tensions entre le Mali et la France, mais aussi la CEDEAO et l'UE, devraient poursuivre le long glissement du pouvoir malien dans la sphère d'influence de Moscou, comme le confirment la récente livraison de quatre hélicoptères MI-171 au Mali, suivie de la visite dans la capitale russe du ministre des affaires étrangères malien. Wagner déploie d'ailleurs sa propagande à travers des relais locaux tels que *Yerewolo* et le *Groupe des patriotes du Mali* (GPM). De plus, le Mali figure au sommet des consultations de media comme *Russia Today France* et *Sputnik France* en Afrique francophone. Plus directement, une récente déclaration d'Alexandre Ivanov, le patron de la « Communauté des officiers pour la sécurité internationale » (Cosi) basée à Bangui, annonçait en pensant au Mali: «*Nous continuerons à aider ceux qui ont besoin de nous*»

Conclusion : Changements de paradigmes dans les anciennes colonies

Force est de constater que la présence française dans ses anciennes colonies africaines est de plus en plus contestée. Les Russes, par leur pragmatisme, leur industrie de l'armement, mais aussi leur approche désidéologisée, représentent un allié de choix des pays africains. A l'instar de la Russie, la Turquie cherche à concurrencer la France sur la scène internationale, s'imposant comme un challenger de taille dans le domaine économique. La lutte entre ces trois puissances moyennes pourrait caractériser la géopolitique de l'Afrique francophone ces prochaines décennies. Les Etats-Unis, quant à eux, ont choisi l'approche militaire «light footprint»: la coopération avec la France et la surveillance électronique, tandis que la Chine – tout comme la Turquie, se concentre sur les infrastructures et les projets commerciaux. Il s'agit dans l'ensemble peut-être de la dernière étape de la décolonisation entamée il y a près de 70 ans. Que restera-t-il demain des Etats nations en Afrique de l'Ouest, et de l'emprise française?

J.-B. B.



Quatre illustrations de l'école d'officiers d'infanterie, printemps 2019.

